

Initiatives ministérielles

corde. Ils en sont arrivés au stade de leur carrière politique où ils ne se soucient plus de rien.

Laissons apporter des modifications aux frais d'utilisation et à la Société canadienne des ports. Cela nous importe peu. Nous ne disposons pas de la volonté politique nécessaire. Nous ne comprenons pas vraiment ce qui se passe, mais qu'on nous donne les clés de la voiture parce que nous voulons être ministres. C'est ce qu'ils se disent. Causons des ravages pendant quelques mois de plus. S'ils s'en préoccupaient vraiment, ils auraient des arguments de poids pour réfuter mes affirmations.

Le ministre ne l'a pas fait. Il n'a réfuté aucune de mes affirmations. Il n'a pas pu me donner une bonne raison pour expliquer pourquoi le projet de loi C-35 est présenté aujourd'hui sous la forme de cette modification à apporter à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique ainsi que des autres modifications qui sont contenues dans le projet de loi en question.

Nous en avons conclu que le gouvernement est fatigué. Il est épuisé et il devrait agir honorablement. Je ne le dis pas, madame la Présidente. Si les conservateurs veulent avoir des élections, je serais obligé de me présenter et je le ferai.

Une voix: Est-ce que vous gagneriez?

M. Dingwall: J'aurais une chance.

Une voix: Est-ce que les conservateurs ont une chance dans votre circonscription?

M. Dingwall: Absolument aucune.

Un comportement honorable consisterait à admettre que vous avez tort, à corriger vos erreurs et à passer à autre chose, mais le gouvernement ne le fera en aucun cas. Je le sais. Nous l'avons vu avec la TPS. Des centaines de milliers de Canadiens ont dit qu'ils n'en voulaient pas et le gouvernement l'a adoptée quand même. Quant à l'Accord de libre-échange, les partis d'opposition, l'un après l'autre, nos collègues au Sénat, la Chambre haute et plus de 60 p. 100 des Canadiens d'un littoral à l'autre s'y sont opposés et le gouvernement a déclaré qu'il allait l'adopter quand même.

Mme Clancy: Et regardez ce qui est arrivé.

M. Dingwall: Et regardez ce qui est arrivé. Il n'est pas étonnant que notre pays se trouve dans un tel chaos et que les Canadiens soient de si mauvaise humeur.

Le secrétaire parlementaire, je pense, voudra probablement intervenir dans le débat et j'en serais heureux. Je serais heureux si des députés d'en face débattaient de choses importantes pour les Canadiens, mais le fait est que non seulement les conservateurs sont incompetents, non seulement ils ont mal géré l'économie, non seulement ils ont saboté le projet de loi C-35 et la manière dont celui-ci est présenté, mais ils sont indifférents à tout.

Si vous habitez en Nouvelle-Écosse, en Colombie-Britannique, au Québec, en Ontario, n'importe où dans les Maritimes ou dans l'ouest du Canada, il est évident et très clair que le gouvernement se moque de ce qui arrive à l'économie canadienne. Il ne s'en soucie pas. Il ne se préoccupe que de népotisme. Nous le voyons partout au gouvernement.

Une voix: Est-ce que c'est pertinent?

M. Dingwall: Oui, c'est pertinent parce que je ne m'explique pas que les ministériels d'en face laissent un ou une sous-ministre continuer d'occuper son poste après avoir fait des déclarations comme celles que le président de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique a faites. Quelqu'un ne dit pas la vérité, mais qui du sous-ministre ou du gouvernement?

Le secrétaire parlementaire s'offusque. Peut-être devrais-je avoir peur et aller me cacher sous la table. Mais c'est la pure vérité; je n'invente rien. C'est le président de l'Agence qui l'a dit, pas moi. J'invite donc mes collègues d'en face à me poser des questions sur les problèmes délicats qui se posent actuellement au Canada et à en débattre avec nous.

Je crois que, dans l'ensemble, abstraction faite de certaines dispositions, le projet de loi C-35 est correct du point de vue technique et qu'il sera bénéfique. Il contient cependant un grand nombre de ce que je considère comme des petites attaques sournoises, des petites vacheries, des petites mesures qui sont l'oeuvre d'une grosse crapule de gouvernement.

M. Derek Lee (Scarborough—Rouge River): Madame la Présidente, je ne pouvais laisser passer l'occasion, en ce vendredi après-midi, de soulever. . .

Une voix: Dans le cadre du débat?

M. Lee: Dans le cadre du débat.

M. Cooper: J'invoque le Règlement, madame la Présidente.

Je prie le député de m'excuser.